

---

## L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2006 AU BRÉSIL : CONTINUITÉ POLITIQUE, NOUVELLE GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE

---

*Philippe WANIEZ, Violette BRUSTLEIN,  
Cesar ROMERO JACOB et Dora RODRIGUES HEES\**

### INTRODUCTION

La bataille pour l'élection présidentielle de 2006 a principalement opposé deux candidats. D'une part, Luiz Inácio Lula da Silva (Parti des travailleurs, PT) visait sa réélection après une victoire sans précédent en 2002, et, d'autre part, Geraldo Alckmin (Parti de la social-démocratie brésilienne, PSDB) cherchait à recomposer l'alliance des forces conservatrices qui avait si bien réussi à Fernando Henrique Cardoso, en 1994 et 1998.

L'étude des scrutins présidentiels de 1989, 1994, 1998 et 2002<sup>1</sup> a montré l'existence d'une régionalisation du vote principalement liée à l'histoire politique, au niveau du développement économique et au degré d'urbanisation. Le poids relatif de ces facteurs peut d'ailleurs varier, et d'autres éléments, plus circonstanciels, tels l'appui du gouverneur de l'État

---

\* Philippe Waniez est géographe, directeur de recherche de l'IRD et professeur à l'université Bordeaux 2. Violette Brustlein est ingénieur cartographe au CNRS. Cesar Romero Jacob est historien et politologue, professeur à l'université catholique de Rio de Janeiro. Dora Rodrigues Hees est géographe, professeur à l'université catholique de Rio de Janeiro.

1. Sur ce sujet, lire également, par les auteurs de cet article : « La géographie électorale du Brésil : l'élection présidentielle de 1994 », *Cahiers des Amériques Latines*, N° 24, Paris, 1997, pp. 131-154 ; « Une lecture du nouvel atlas électoral du Brésil », *Lusotopie*, Paris, 2000, pp. 537-577 ; « Après l'élection de Lula, une nouvelle géographie électorale du Brésil ? », *Problèmes d'Amérique latine*, N° 46/47, Paris, 2002, pp. 157-177 ; « Du local au national, la consolidation démocratique au Brésil », *Espace, populations, sociétés*, N° 3, Lille, 2003, pp. 501-519.

à tel ou tel autre des candidats, ou bien les alliances politiques locales, rendent plus difficile encore l'interprétation des cartes électorales. Dans l'ensemble, les suffrages obtenus par Fernando Collor de Mello (1989), Fernando Henrique Cardoso (1994 et 1998) et José Serra (2002), soutenus par les partis politiques conservateurs, se déploient principalement dans les vastes espaces intérieurs du pays. À l'opposé, le vote pour Luiz Inácio Lula de Silva apparaît plus concentré dans les métropoles et d'une manière générale dans les capitales des États.

La présentation des cartes du scrutin présidentiel de 2006 est l'objectif premier de cet article, non seulement pour les candidats du PT et du PSDB, mais aussi pour leurs deux concurrents les plus importants : Heloísa Helena Carvalho, du Parti socialisme et liberté (PSOL), et Cristovam Buarque, du Parti démocratique travailliste (PDT). À la lumière de ces cartes, on cherchera à analyser les éventuelles modifications de la géographie électorale brésilienne par rapport à 2002.

Pour le premier tour de 2006, la carte des suffrages exprimés a été dressée pour chacun des quatre candidats ; deux cartes supplémentaires, représentant les différences, en points de pourcentage, des candidats du PT et du PSDB, entre 2002 (respectivement Lula et Serra) et 2006 (Lula et Alckmin), permettent d'apprécier le déplacement des voix entre les deux scrutins. Pour le second tour de 2006, les cartes du nombre de voix, du pourcentage des suffrages exprimés, et de la différence entre le premier et le second tour, en points de pourcentage, rendent compte de la géographie du mouvement des voix conduisant à la réélection de Lula.

Toutes ces cartes sont réalisées au niveau des micro-régions géographiques définies par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE). Au nombre de 558, elles forment un maillage intermédiaire entre celui des 26 États de la Fédération trop lâche pour apprécier les différences entre les différentes régions du pays, et celui des quelque 5 500 municipalités (*municípios*), trop détaillé pour montrer les principales lignes de forces du champ électoral national.

#### NOTES BIOGRAPHIQUES SUR LES QUATRE PRINCIPAUX CANDIDATS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2006

##### *Heloísa Helena Carvalho*

Originaire d'un des petits États du Nord-Est du Brésil, l'Alagoas, elle est élue sénatrice de la République, en 1988, sous l'étiquette du Parti des travailleurs (PT). Après avoir exprimé publiquement ses désaccords avec la politique économique du gouvernement Lula, elle est exclue du PT, en décembre 2003. C'est alors qu'avec d'autres parlementaires, elle fonde le Parti socialisme et liberté (PSOL). Dans la perspective de l'élection présidentielle, elle rassemble un « front de gauche » formé du PSOL, du PSTU (Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado) et du PCB (Partido Comunista Brasileiro). Elle est arrivée en troisième position au premier tour, avec seulement 6 % des suffrages exprimés, assez loin derrière le second, Geraldo Alckmin.

##### *Cristovam Buarque*

Né à Recife, capitale de l'État du Pernambuco situé dans la région Nord-Est, cet homme politique est un universitaire brillant qui a été successivement recteur de l'université de Brasília (1985-1989), gouverneur du District Fédéral (1995-1998) et sénateur de la République à partir de 2002 sous l'étiquette du Parti des travailleurs. Il a ensuite été nommé ministre de l'Éducation par le président Lula. En 2005, à la suite de la dénonciation de faits de corruption impliquant des membres du PT, il le quitte pour le PDT. Candidat à la fonction suprême sous cette nouvelle étiquette, il n'obtient que 3 % des suffrages exprimés, ce qui le situe à la quatrième place.

Son principal slogan politique concerne l'amélioration de l'enseignement primaire, ce que l'on appelle au Brésil l'enseignement fondamental ; il est à l'initiative du programme « Bourse-École », programme social créé par son gouvernement alors qu'il était gouverneur du District Fédéral ; ce programme prévoit l'attribution d'un salaire minimum aux familles pauvres si elle s'engage à maintenir à l'école tous leurs enfants âgés de 7 à 14 ans.

##### *Geraldo Alckmin*

Natif d'une petite localité de l'intérieur de l'État de São Paulo, il suit d'abord une formation en médecine et se voue très jeune à une carrière politique ascendante, en commençant par un mandat de conseiller municipal, puis de maire, de député de l'État de São Paulo et de député fédéral ; en 1994, il devient vice-gouverneur de l'État de São Paulo alors dirigé par Mário Covas. Grâce à son entree dans les régions intérieures de l'État, il apporte à Covas les soutiens nécessaires à sa réélection en 1998. En 2001, l'état de santé de Covas se dégradant rapidement, il devient gouverneur intérimaire de São Paulo, ce qui le conduit à occuper pleinement la fonction de gouverneur après la mort de Covas. Il est réélu à ce poste en 2002.

Dans sa trajectoire politique, il a d'abord été membre du MDB (Mouvement démocratique brésilien). En 1998, il a été cofondateur du PSDB (Parti de la social démocratie brésilienne) ; et c'est sous cette étiquette-là qu'il a déclaré sa candidature à la présidence de la République en 2006.

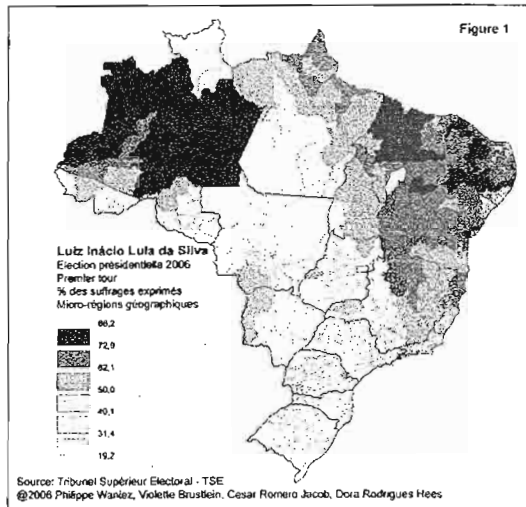
##### *Luiz Inácio Lula da Silva*

Originaire de l'intérieur de l'État nordestin du Pernambuco, sa famille a migré pour la métropole de São Paulo avec l'espoir d'y trouver de meilleures conditions de vie, alors qu'il était âgé de sept ans. Dans la capitale pauliste, il devient ouvrier métallurgiste et émerge comme un important leader syndical, activité qui l'amène à participer à la vie politique ; en 1980, il est l'un des cofondateurs du Parti des travailleurs (PT).

Après avoir été député fédéral, il se présente à l'élection présidentielle de 1989, mais est battu par Fernando Collor de Mello. Il se présente à nouveau en 1994, mais il est à nouveau battu, cette fois-ci par Fernando Henrique Cardoso, mésaventure qui se renouvelle en 1998. Ce n'est qu'en 2002 qu'il bat José Serra. Il est réélu président de la République en 2006, avec une large avance sur son concurrent Geraldo Alckmin.

## LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA

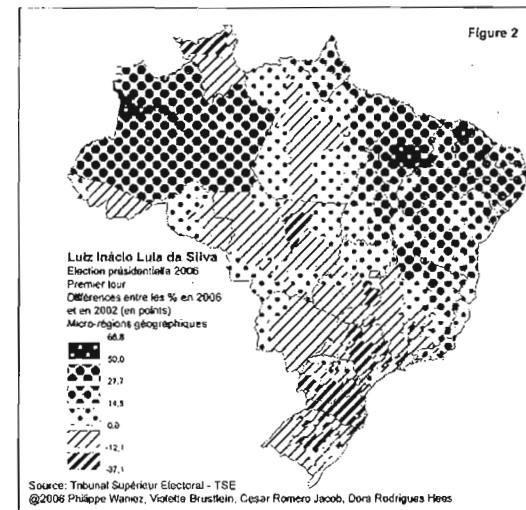
Lula a obtenu 48 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle de 2006. La carte (fig. 1) révèle les forts contrastes régionaux qui le caractérisent puisqu'il obtient entre 19 % et 86 %. Les scores les plus élevés sont situés dans les régions Nord-Est et Nord, alors que dans les régions Sud et Centre-Ouest, sa performance se situe souvent en dessous de la barre des 50 %. Dans la région Nord-Est, Lula obtient des succès spectaculaires, surtout dans les États du Pernambuco, du Ceará, du Piauí et du Maranhão. Enfin, la région Sud-Est, la plus développée sur le plan économique, présente une géographie hétérogène avec São Paulo qui choisit Alckmin, alors que le Minas Gerais, Rio de Janeiro et Espírito Santo contribuent de manière significative au succès électoral de Lula.



On peut expliquer, dans une large mesure, les scores favorables obtenus par Lula dans le Nord-Est par le succès des programmes sociaux du gouvernement Lula, comme la Bourse-Famille (somme donnée mensuellement aux plus pauvres à la condition que leurs enfants fréquentent régulièrement l'école), le Pronaf (programme d'aide à l'agriculture familiale), ou la Lumière pour Tous (programme rural d'électrification). Ces différentes actions ont bénéficié aux strates les plus misérables de la population, localisées principalement (mais pas seulement) dans ces régions où les niveaux d'inégalités sociales sont considérables. Une des causes des niveaux plus faibles des pourcentages obtenus par Lula dans les régions Sud et Centre-Ouest doit être recherchée dans les difficultés du secteur agro-pastoral tourné vers les exportations, difficultés liées à la survalorisation de la monnaie brésilienne, le real, par rapport au dollar. Que ce soit en faveur de Lula ou à son détriment, la

sensibilité de l'électorat brésilien aux résultats économiques du gouvernement semble s'être fortement manifestée en 2006, peut-être plus qu'en 2002 où les arguments d'ordre psycho-sociologiques avaient joué à plein (les Brésiliens des couches populaires insistaient alors sur leur dignité retrouvée grâce à l'arrivée de l'un des leurs au palais du Planalto, siège du gouvernement fédéral, à Brasilia).

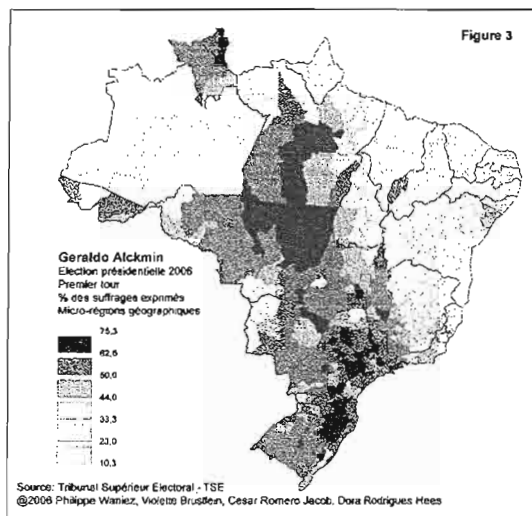
L'examen de la carte représentant les différences, en points de pourcentage, entre Lula au premier tour de 2006 et Lula au premier tour de 2002 (fig. 2) révèle une véritable inversion de la géographie de ses électeurs. En 2002, il obtenait ses meilleurs scores dans les régions Sud et Sud-Est ; en 2006 les principaux foyers de soutien au président nouvellement élu sont situés dans les régions Nord-Est et Nord. Sans doute le slogan « Je gouvernerai pour l'ensemble des Brésiliens, mais les plus pauvres auront ma préférence » a-t-il joué à plein, renforçant l'impression de l'électorat miséreux des régions sous-développées d'avoir enfin un président qui s'occupe de ses électeurs.



## GERALDO ALCKMIN

Geraldo Alckmin a obtenu 42 % de suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle 2006. La carte (fig. 3) montre, comme celle de Lula, mais avec une inversion sur le plan géographique, de forts contrastes entre micro-régions avec des scores s'étendant de 10 % à 75 %. Il obtient ses meilleurs résultats dans les régions Sud et Centre-Ouest. Dans la région Sud-Est, il réalise une excellente performance dans l'État de São Paulo, où il a été aux commandes du gouvernement, en tant que gouverneur de l'État, pendant 12 ans. Enfin, certains États de la région Nord lui font confiance,

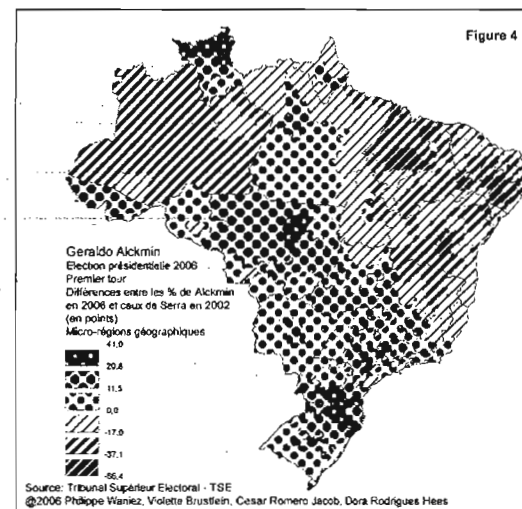
tels le Pará et le Roraima, États dont les gouverneurs sont issus comme lui du PSDB. Une nouveauté du scrutin de 2006, par rapport à celui de 2002, réside dans le soutien des régions du Sud en faveur de Alckmin, celles où Lula obtenait autrefois de bons scores, comme le nord du Rio Grande do Sul, l'ouest de Santa Catarina et le sud-ouest du Paraná.



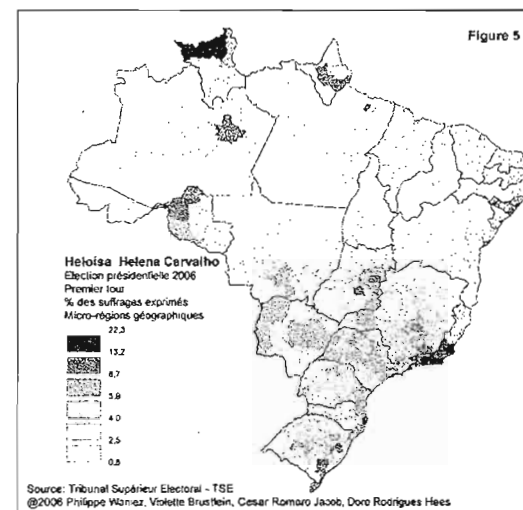
La carte des différences de pourcentages entre Alckmin et José Serra, respectivement candidats du PSDB en 2006 et en 2002, montre d'importants changements dans la géographie électorale des candidats de ce parti (fig. 4). Ainsi, Alckmin gagne jusqu'à 41 points de pourcentage dans certaines régions du Sud pendant que, dans la Région Nord-Est, il enregistre une chute allant jusqu'à -66 points.

#### HELOÍSA HELENA CARVALHO

Heloísa Helena (PSOL), telle qu'on l'appelle familièrement au Brésil, n'a fait que le modeste résultat de 6 % des suffrages exprimés au premier tour de 2006, score qui la place quand même en troisième position. Ceci montre l'importance de la bipolarisation de l'élection présidentielle au Brésil depuis de nombreuses années (notamment après la perte d'audience nationale du PDT liée au retrait de Leonel Brizola). Elle obtient un vrai succès d'estime dans les États de Rio de Janeiro et d'Alagoas, avec des pourcentages compris entre 13 % et 22 %, nettement supérieurs à sa moyenne nationale (fig. 5). Ses résultats ne sont pas négligeables non plus à Brasília et dans nombre de capitales d'État.

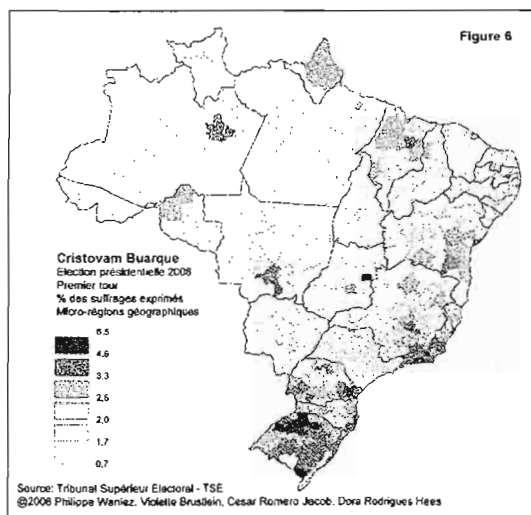


On peut penser que la bonne performance de Heloísa Helena dans les capitales résulte de sa campagne à fort contenu moral, avec des critiques énergiques contre les dérapages éthiques au sein du gouvernement Lula. Éluée sénatrice PT, en 1998, en Alagoas, elle a ensuite été exclue du parti, en 2003, en raison de son refus de voter les importantes réformes soumises au Sénat. Son discours dissident obtient un meilleur écho auprès de la classe moyenne des grands centres urbains.



## CRISTOVAM BUARQUE

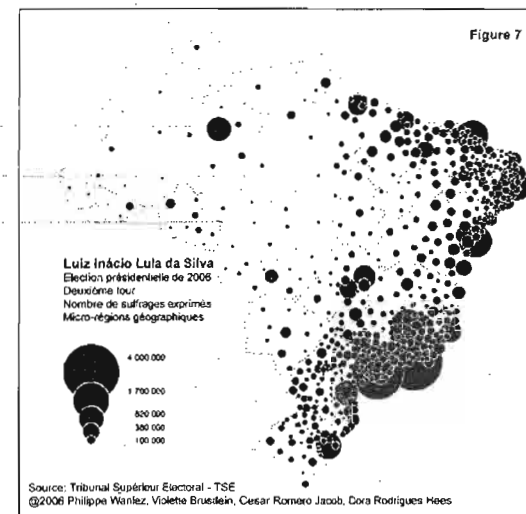
Le candidat du PDT, Cristovam Buarque, a obtenu seulement 3 % des suffrages exprimés au premier tour de 2006, ce qui le place en quatrième position. Son audience est limitée aux États de Rio de Janeiro, du Rio Grande do Sul (fig. 6), au District Fédéral dont il a été gouverneur et dans quelques capitales d'État. Autrement dit, Buarque continue à occuper les principaux bastions (ou réduits si l'on préfère) du brizolisme. Rappelons enfin qu'il a été élu sénateur PT du District Fédéral en 2002, et nommé par Lula au portefeuille de ministre de l'Éducation ; il a démissionné du PT en 2004, critiquant de manière véhémente le peu d'investissement du gouvernement fédéral dans l'enseignement fondamental, en faveur duquel il a orienté toute sa campagne électorale.



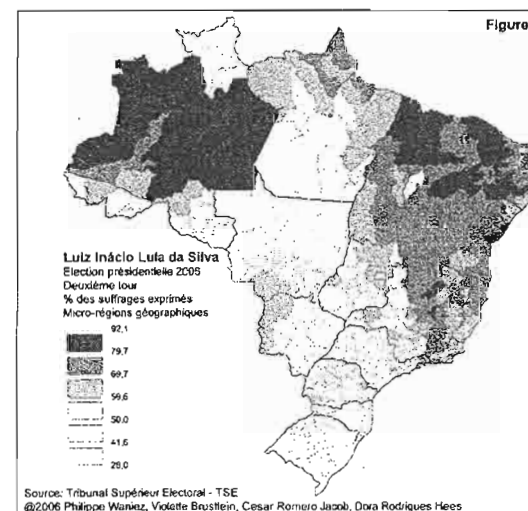
## LE SECOND TOUR

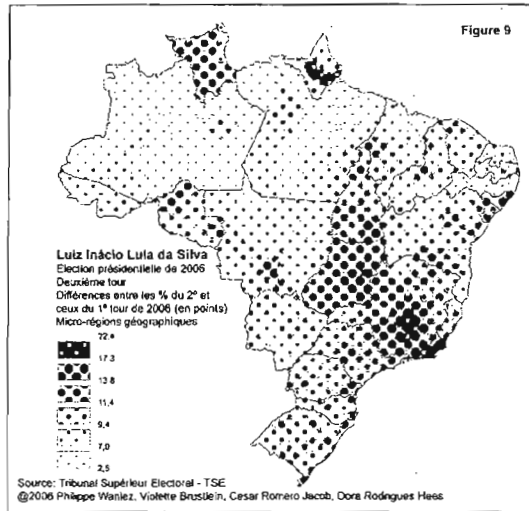
Au second tour de l'élection présidentielle de 2006, Luiz Inácio Lula da Silva a été réélu haut la main, avec 58 millions de voix, soit 60,8 % des suffrages exprimés et une confortable avance de 21,6 points de pourcentage par rapport à son challenger, Geraldo Alckmin, 39,2 %. L'accroissement de l'électorat en faveur de Lula entre les deux tours a représenté 11,6 millions de voix.

La carte du nombre de voix obtenues par Lula au second tour ressemble à celle de la population brésilienne, caractérisée par la prédominance des deux métropoles, São Paulo et de Rio de Janeiro, et une forte occupation de la moitié Est du pays (fig. 7). Il y a peu de différences notables entre la

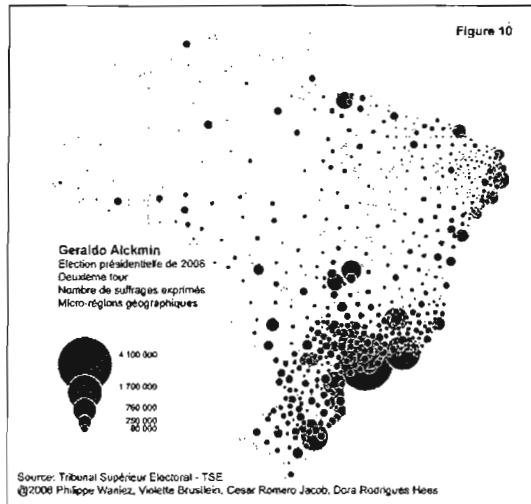


carte de ses scores au premier et au second tour (fig. 8), même si le niveau des pourcentages est plus élevé avec un minimum de 28 % et un maximum de 92 %. La carte de la différence des pourcentages entre les deux tours (fig. 9) traduit la progression de Lula dans toutes les micro-régions, avec des accroissements accentués à Rio de Janeiro, dans le Minas Gerais, dans le Goiás, en Alagoas et dans le Roraima, en raison notamment des reports de voix des candidats battus au premier tour.

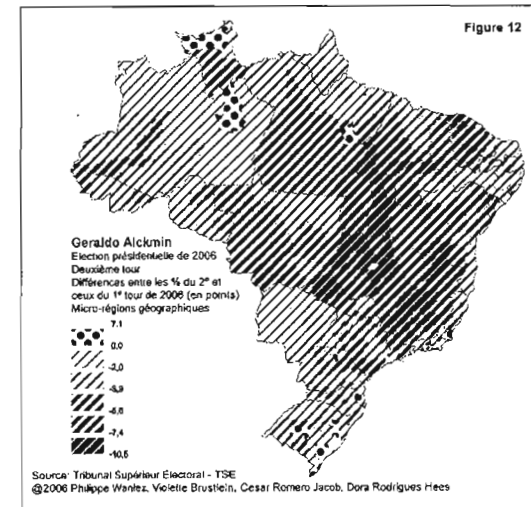
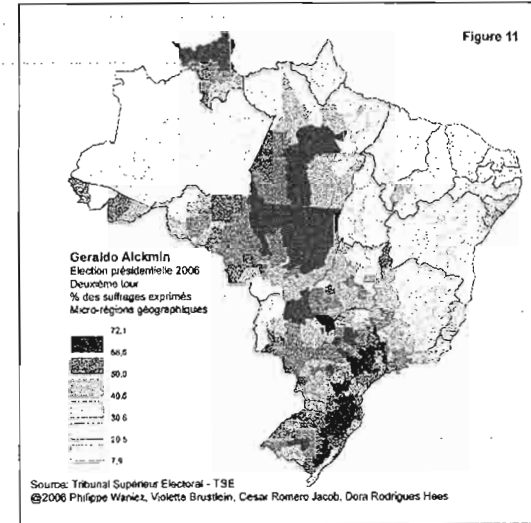




À la différence de la carte de Lula, celle du nombre de voix obtenues par Alckmin au second tour traduit un poids électoral limité aux régions Sud et Sud-Est, en particulier dans l'État de São Paulo où il obtient environ 4 millions de voix dans la région de la capitale (fig. 10). Entre le premier et le second tour, Alckmin voit ses pourcentages s'éroder avec des pourcentages s'établissant, selon les micro-régions, entre 8 % et 72 % (fig. 11). De fait, il perd des points de pourcentage dans 535 des 558 micro-régions, principalement dans le Minas Gerais, le Goiás, le Tocantins et le Ceará (fig. 12). Il enregistre



cependant quelques progrès modestes dans 23 micro-régions, dont une dizaine de capitales d'État, telles São Paulo, Rio de Janeiro, Porto Alegre. Entre le premier et le second tour, non seulement Alckmin a perdu en termes relatifs, mais aussi en nombre absolu de suffrages, soit un bilan négatif s'élevant à -2,4 millions de voix.



## CONCLUSION

L'analyse des performances électorales de Lula au cours des cinq élections présidentielles de la période post-dictature militaire, permet d'observer la progression régulière du candidat du PT. En considérant les résultats des premiers tours, Lula a obtenu les résultats suivants : 1989, 17 % ; 1994, 27 % ; 1998, 32 % ; 2002, 46 % et 2006, 48 %. Les raisons de cette trajectoire ascendante sont multiples.

Jusqu'en 1998, la croissance de Lula se faisait essentiellement à gauche, au sein d'un électorat qu'il partageait avec Leonel Brizola. En 1989, le déclin de Brizola est avéré avec seulement 16 % des suffrages exprimés, et en 1994, sa chute est définitive avec 3 % ; enfin, en 1998, Brizola est candidat à la vice-présidence sur une plate-forme électorale dirigée par Lula. Durant cette période, le poids électoral de Lula ajouté à celui de Brizola ne dépassait pas un tiers de l'électorat : alors que l'influence de Lula augmentait, celle de Brizola s'effondrait, comme des vases communicants.

Une fois Lula établi comme seul leader de la gauche, la nécessité d'alliances au centre se fait sentir pour rendre crédible son éventuelle victoire. Le PSDB fera les frais de cette nouvelle stratégie en perdant les plus progressistes de ses électeurs. Le succès des alliances a été rendu possible, entre autres choses, par la Lettre au peuple brésilien, dans laquelle Lula garantissait qu'il n'y aurait pas de changements radicaux dans l'économie. Ainsi, le profil du candidat s'est progressivement altéré afin de lisser l'image d'un chef syndical radical pour en faire un socialiste moderne, de type européen. Ce changement a facilité les alliances avec les oligarchies régionales qui dominaient de vastes secteurs dans l'intérieur du pays et qui avaient rompu avec Fernando Henrique Cardoso pendant son second mandat. C'est grâce à cette nouvelle stratégie gagnante que Lula a emporté le second tour de 2002 avec 61 % des suffrages exprimés.

Pour l'élection présidentielle de 2006, le succès électoral de Lula est associé à de nouveaux facteurs : de bons indicateurs économiques avec une inflation contenue à 3 % par an, l'augmentation du salaire minimum au-delà de l'inflation, la chute du « risque-pays » qui a longtemps contrarié l'investissement étranger, le paiement de la dette au FMI, etc. Parallèlement, les programmes sociaux créés par Cardoso ont été rationalisés et élargis par le regroupement de la bourse scolaire, des bons de gaz et des bons d'alimentation destinés à 11 millions de familles. Sur un autre plan, l'adoption d'un discours anti-privatisation a permis la conquête d'une partie de la classe moyenne insatisfaite par l'augmentation des tarifs des services publics, après les privatisations faites par le gouvernement Cardoso. Enfin, l'établissement d'un large éventail d'alliances politiques, incluant des partis de gauche, des hommes politiques populistes, des pasteurs évangéliques pentecôtistes et des oligarques régionaux, a parachevé une démarche de rassemblement dont l'efficacité a été prouvée par les urnes.

De son côté, le candidat du PSDB, Geraldo Alkmin, n'a pas démerité en obtenant au premier tour 42 % des suffrages exprimés alors que le candidat que ce parti avait présenté en 2002, José Serra, n'en avait obtenu que 23 %. Son programme, qui prévoyait une refonte de l'administration publique et exprimait de fortes critiques contre la corruption du gouvernement Lula, n'a toutefois pas réussi à convaincre les électeurs. De même, ses alliances électorales à sa droite, avec le Parti du front libéral (PFL), comme à sa gauche, avec le Parti populaire socialiste (PPS) se sont révélées insuffisantes pour faire pièce à Lula.

Pour conclure, soulignons que Lula a utilisé la même formule gagnante que celle autrefois adoptée par Fernando Collor en 1989 et Fernando Henrique Cardoso en 1994 et 1998 : pour gagner une élection présidentielle, dans un pays aussi vaste et diversifié que le Brésil, il faut prendre en considération les structures territoriales du pouvoir déjà établies. Cela revient d'abord à susciter des alliances avec les oligarchies locales et régionales, qui dominent les petites villes pauvres de l'intérieur du pays, où l'on compte 44 % des électeurs. Dans cette perspective, il faut aussi conquérir l'appui d'hommes politiques populistes et de pasteurs évangéliques pentecôtistes solidement implantés dans les périphéries pauvres des métropoles ; enfin, il faut tenir un discours qui attire la classe moyenne urbaine.

Pour gagner dans les campagnes lointaines et dans les périphéries pauvres des grands centres urbains, il faut disposer de l'appui des partis politiques les plus puissants, ou des organisations religieuses les plus actives. Mais pour l'emporter dans les grandes villes, il est essentiel de conquérir une opinion publique moins liée aux organisations politiques et religieuses.

Tout ceci pourrait expliquer la campagne électorale modérée de Lula, lors du premier tour, campagne essentiellement tournée vers les électeurs de centre, puis, une campagne pour le second tour beaucoup plus critique par rapport aux privatisations, cela afin de convaincre les électeurs de Heloísa Helena Carvalho et de Cristovam Buarque de rejoindre les électeurs du candidat à la réélection. Ainsi, on peut considérer que la victoire de Lula est aussi celle d'un nouveau pragmatisme dans la vie politique brésilienne qui se traduit par la reconnaissance de la nécessité de gouverner tant pour les campagnes les plus reculées, que pour les grandes métropoles, et pas seulement pour leurs périphéries pauvres.

Pendant ces élections de 2006, les deux principaux candidats, Lula et Alckmin, ont utilisé les mêmes formules politiques, ce qui leur a permis d'être les plus concurrentiels. Le talent de Lula a fait le reste...

*Les cartes présentées dans cet article ont été réalisées grâce au Tribunal supérieur électoral (TSE) qui a rendu disponible rapidement les résultats officiels des deux tours de l'élection présidentielle de 2006 sur son site Internet ([www.tse.gov.br](http://www.tse.gov.br)). Ces cartes ont été réalisées à l'aide du logiciel Philcarto téléchargeable sur le site : <http://philgeo.club.fr>.*



## LES POLITIQUES SOCIALES AU BRÉSIL DURANT LE GOUVERNEMENT DE LULA : AUMÔNE D'ÉTAT OU DROITS SOCIAUX ?

Bruno LAUTIER\*

### INTRODUCTION

L'analyse des politiques sociales au Brésil, particulièrement dans une année électorale, pose de multiples problèmes de méthode. Tout d'abord, que s'agit-il d'analyser ? L'évolution d'indicateurs (taux de pauvreté, de misère, décomposés selon la région, le partage rural-urbain, le sexe, l'âge, etc.), ou bien des mesures politiques censées influencer sur ces indicateurs ? Cette question est rendue particulièrement complexe par le fait que l'évolution des indicateurs peut être déterminée par des facteurs qui ne relèvent pas des « politiques sociales » au sens courant : croissance de l'économie, évolution des salaires par exemple. Faire la part entre les deux types de facteurs n'est pas simple. Par exemple, au Brésil, le niveau du salaire minimum est en même temps un des déterminants des salaires, et un instrument de politique sociale, puisque de nombreuses prestations sont alignées sur le salaire minimum.

Ensuite, deuxième problème, doit-on juger des politiques sociales en termes objectivables d'efficacité (combien de pauvres en moins, combien de malades soignés, etc. ?), ou comme des politiques, c'est-à-dire des pratiques situées dans le champ politique, dont le but, ou au moins un des buts, est la conquête ou la conservation du pouvoir ? On se rend immédiatement compte, dans le Brésil de 2006, d'énormes décalages entre l'importance de certains faits et celle des discours qui leur sont liés. Par exemple, la presse, les débats électoraux et de nombreuses études académiques accordent une grande importance au programme *Bolsa família*. Or, ce programme n'est

\* Bruno Lautier est sociologue, économiste et directeur de l'IEDES, université de Paris I.